

Madame la Rectrice,
Mesdames et messieurs les membres du CTA,



Six semaines après la rentrée, force est de constater que le climat dans nos écoles, dans nos établissements, dans les services, est très dégradé dans notre académie. Les syndicats de la fédération UNSA Education sont unanimes sur cette dégradation. Qu'ils soient enseignants, administratifs, chefs d'établissement, personnels de santé ou DDFPT, leur constat est le même : les acteurs de terrain sont en surchauffe et ce constat n'est pas uniquement le fait de votre gouvernance mais bien une problématique nationale, puisque que nos collègues des autres académies formulent des témoignages identiques.

Trois années de gouvernance Blanquer usent considérablement ceux qui font tourner le service public de l'Education nationale au quotidien. Les diminutions de moyens, les réformes faites dans une précipitation ahurissante, l'absence totale d'écoute ont pour conséquences un mécontentement très fort des agents quel que soit leur corps !

Nous ne pourrions pas être exhaustifs dans une déclaration liminaire mais plusieurs points retiennent notre attention.

Le suicide de Christine Renon est un choc pour l'ensemble des personnels de l'Education nationale. Son geste tragique, la lettre posthume qu'elle nous adresse mettent en lumière la détérioration du quotidien des enseignants, leur isolement et la nécessité de donner à chacun les moyens de faire son travail dans des conditions décentes. Il ne se passe pas un jour sans que nos syndicats ne recueillent des témoignages alarmants de collègues placés dans la difficulté par des choix budgétaires, des choix politiques, des choix ministériels bien éloignés des réalités de terrain. Cette difficulté du quotidien s'amplifie car nous sommes les premiers réceptacles du mal-être croissant de notre société. La fracture sociale n'a jamais été si grande. La montée de l'individualisme des uns, de la précarité des autres amène aux portes de nos écoles des situations de plus en plus complexes qui nécessitent un investissement massif de la part de la puissance publique et non la réduction des budgets, les suppressions de postes ou encore le maintien dans la précarité d'une partie de nos collègues, les AESH.

Le suicide de Christine Renon témoigne du mal-être d'une profession qui attend le soutien de la hiérarchie, des solutions concrètes aux tâches dantesques auxquels d'aucuns peuvent être confrontés. Elle était directrice d'école. Sa charge était immense. Elle s'est suicidée. Il est plus qu'urgent d'agir pour améliorer les conditions de travail des directeurs en augmentant le temps de décharge pour la direction, en nous adjoignant un emploi administratif pérenne et formé mais aussi

et surtout en simplifiant les tâches quotidiennes.

Il serait dangereux de penser que cette tragédie n'est qu'un épiphénomène comme semble l'indiquer notre Ministre. Nous sommes, malheureusement, bien placés dans notre académie pour le savoir.

La précarité de cette rentrée a aussi pour cause la mise en place, à marche forcée, de la réforme du lycée qui pour l'instant s'apparente plus à un échec qu'à une réussite. Nous faisons le constat que les combinaisons de spécialités les plus demandées dans l'académie n'ont pas permis de réduire le poids de la filière scientifique qui représente 35,6% des effectifs.

Cette réforme symbolise à elle seule la dégradation des conditions de travail et d'enseignement dans nos lycées. Il y a une réelle problématique de suivi des élèves de première dû à l'éclatement du groupe classe. Nous notons que beaucoup de groupes de spécialités présentent 27 à 30 élèves. A notre connaissance, il y a au moins un groupe de 37 élèves dans notre académie. Cette situation n'est pas acceptable et ne permet pas la mise en place d'un enseignement performant mais elle est aussi la conséquence des suppressions de postes de l'année passée.

Du fait de la réforme et de la création de multiples BMP, beaucoup d'enseignants se retrouvent à naviguer entre deux voire trois établissements ce que nous dénonçons également. Il s'agit bien là d'un émiettement des services qui jouent sur les conditions de travail, émiettement sur lequel l'académie n'agit finalement pas ou peu.

De plus, nous faisons le constat que la deuxième heure supplémentaire imposée à laquelle nous nous opposons, vient encore alourdir la charge de travail de personnels qui subissent déjà de plein fouet la suppression des dédoublements.

Concernant les épreuves de contrôle continue, l'UNSA Education demande de limiter leur ampleur et leur nombre pour atténuer la pression évaluative sur les élèves et le temps qui y est consacré, ainsi que la charge de travail des enseignants qui s'en trouve considérablement alourdie. Nous revendiquons la création d'une indemnité de contrôle continu pour les enseignants.

Que dire aussi de la mise en place des emplois du temps en lycée qui s'est apparenté à un vrai casse-tête. Au final, personne n'y gagne, ni les personnels de direction, ni les enseignants, ni les élèves...

La transformation des lycées pros est aussi très compliquée à lire. On ne sait pas comment les jeunes orientées vers des familles de métiers cette année continueront l'an prochain leur cursus. La mise en place, là encore à marche forcée et contre l'avis des enseignants, de la mixité des parcours impose là encore des questions légitimes en termes de moyens alloués. Comment vont être pris en compte les effectifs apprentis par division sachant que ceux-ci sont présents dans la base élèves au niveau académique mais ne vont pas remonter au niveau de la centrale ? Quelles incidences ceci aura sur les moyens alloués par division ? Comment vont être financés les delta en

heures entre les élèves et les apprentis sachant que ceux-ci devraient être pris en compte par le CFA académique et que les décrets de la Loi Pénicaud ne sont pas tous publiés, en particulier celui qui aborde le coût contrat pour un apprenti en mixité dans un EPLE ?

Madame la Rectrice, vous êtes la représentante du ministre dans notre académie et tous les syndicats de notre fédération vous le disent : l'imprécision, le manque d'anticipation, la précipitation, l'absence caractérisent trop bien les réformes descendantes d'un ministre qui s'éloigne de plus en plus des besoins du terrain. Ce n'est plus possible.

A ce contexte très tendu, s'ajoutent les propos du Président de la République à Rodez sur l'étalement sur un temps long de la revalorisation des personnels, tout en interrogeant les vacances et le temps de travail. Ils ont placé les négociations sur la réforme des retraites sous de mauvais auspices à l'Education nationale. Le ministre reste encore trop de flou. La question de la revalorisation en lien avec la réforme des retraites dans notre ministère se pose pour l'ensemble des personnels notamment de catégorie C. Cette double négociation retraite/salaire doit aboutir avant le vote de la Loi. Cela doit se faire dans la transparence sur les chiffres et la confiance dans les intentions. Les deux restent à conquérir et sans ces garanties, nos collègues ne seront ni rassurés ni satisfaits. Nous ne laisserons pas passer une réforme qui lésera les personnels et nous nous opposerons si tel devait être le cas avec force.

Vive l'école publique !